

Les Haïtiens perdent leur statut spécial aux États-Unis



La Presse Canadienne
Ottawa

L'administration Trump met fin à un programme temporaire de résidence ayant permis à quelque 60 000 Haïtiens de résider et de travailler aux États-Unis depuis un puissant séisme en 2010 en Haïti. En fait, le programme sera prolongé une dernière fois jusqu'en juillet 2019 afin de donner aux Haïtiens du temps pour préparer leur retour dans leur pays natal, selon l'annonce faite lundi par le département de la Sécurité intérieure.

Une annonce plus tôt, cette année indiquant que le statut était réexaminé a entraîné un afflux de milliers de demandeurs d'asile à la frontière entre les États-Unis et le Canada, particulièrement au Québec, prenant au dépourvu le gouvernement libéral de Justin Trudeau.

La décision des autorités américaines lundi a fait craindre au gouvernement fédéral une nouvelle vague de demandeurs d'asile à la frontière.

Un porte-parole pour le ministre de l'Immigration, Ahmed Hussen, a déclaré que bien que «le Canada soit un pays ouvert et accueillant pour les personnes qui cherchent l'asile», l'entrée au pays doit se faire «par les voies appropriées».

«Comme mentionné à maintes reprises, franchir les frontières canadiennes de façon irrégulière ne constitue pas un laissez-passer au pays», a ajouté Hursh Jaswal.

Alors qu'une échéance sur le sort du programme arrivait jeudi, le ministre fédéral de la Sécurité publique, Ralph Goodale, disait croire plus tôt que le Canada serait averti si les États-Unis décidaient de retirer le statut de protection temporaire pour quelque 60 000 Haïtiens habitant aux États-Unis.

M. Goodale soutenait que les ressources nécessaires pour la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et les agents frontaliers à gérer un afflux de demandeurs d'asile étaient en place, de même que des plans d'urgence pour divers scénarios.

L'afflux de demandeurs d'asile avait mené à une campagne canadienne auprès des communautés haïtiennes aux États-Unis, et deux députés libéraux fédéraux se sont rendus à Miami et à New York à la fin de la semaine dernière et au cours du week-end pour relancer ces efforts.

Un troisième député, le Canadien d'origine haïtienne Emmanuel Dubourg, doit se rendre à New York, mardi, et s'entretenir avec des membres du bureau du maire et des groupes de la diaspora.

M. Dubourg a affirmé que l'annonce récente que le Canada acceptera près d'un million d'immigrants au cours des trois prochaines années a été présentée dans un média haïtien comme si le pays ouvrait ses portes à un million d'immigrants cette année. Elle a aussi été relayée comme une preuve de l'accueil des Haïtiens.

M. Dubourg a dit avoir joint par téléphone la rédaction du journal il y a deux semaines pour clarifier les choses, après avoir réalisé que l'article avait été partagé des centaines de fois sur Facebook.

«J'y serai pour les informer: soyez prudents avant de prendre une décision», disait-il en entrevue, lundi, avant l'annonce de l'administration Trump.

Le maire de New York, Bill de Blasio, a vivement critiqué cette décision «cruelle» du département de la Sécurité intérieure, qui affectera de «nombreuses familles» dans la grande ville. «Nous devons nous battre contre cette décision sans coeur», [a-t-il écrit sur Twitter](#)

<https://twitter.com/NYCMayor/status/932784980199137280> .



Partager 75 Tweet G+